



**Revue de presse des Sans-Chemise
- 17 septembre 2008**

Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici et d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement les positions des Sans-Chemise ou de ses membres. Le choix des articles est basé sur quatre grandes thématiques : l'assurance-emploi, l'assurance-chômage, l'économie et le marché du travail. Pour terminer, la revue de presse des Sans-Chemise n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.

Bonne lecture !

Comité communication- Sans-Chemise

Revue de presse des Sans-Chemise, 17 septembre 2008

CNW, 17 septembre 2007 - Elections fédérales: La CSN recommande un vote utile et stratégique

Le comité exécutif de la CSN recommande aux 250 délégué-es réunis à l'occasion d'une réunion de son conseil confédéral d'adopter une résolution visant un vote utile et stratégique lors du scrutin fédéral du 14 octobre prochain.

"Cette élection est certainement la plus risquée et la plus dangereuse pour les travailleuses et les travailleurs que nous représentons et pour la population en général", a déclaré la présidente, Claudette Carbonneau.

Pour la leader syndicale, le Parti conservateur représente la formation politique la plus à droite depuis des décennies. "Laisser-faire économique dans les secteurs manufacturier et forestier, coupes dans les OSBL oeuvrant dans le développement économique, aide minimale accordée aux chômeurs et aux travailleurs âgés, pillage de la caisse d'assurance emploi et refus d'adopter des mesures anti-briseur de grève, mise à mort du Protocole de Kyoto et développement débridé de

l'exploitation des sables bitumineux dans l'Ouest canadien, détermination à réduire l'Etat à des fonctions primaires, obsession pour les affaires militaires et la sécurité, désintéressement pour les programmes sociaux et la culture, opacité et conservatisme moral : ce beau programme, Stephen Harper se l'est payé à partir d'un gouvernement minoritaire. Imaginons l'avenir que nous réserverait un gouvernement conservateur majoritaire !"

Pour la CSN, un gouvernement majoritaire conservateur représente une menace. C'est ainsi que le comité exécutif de la CSN recommande, comté par comté, de voter pour le candidat le plus en mesure d'empêcher l'élection d'un candidat conservateur. La CSN n'est pas dupe de l'offensive des conservateurs qui font campagne au Québec sur la pertinence du Bloc pour tenter de régner sans partage. Dans deux tiers des comtés québécois, les luttes se font à deux, entre candidats bloquistes et conservateurs. "En démocratie, le vrai baromètre de la pertinence d'un parti, c'est l'appui populaire qu'il suscite", rappelle la présidente de la CSN.

Rappelons que les statuts et règlements stipulent que la CSN est une centrale syndicale indépendante de tous les partis politiques, mais ils prévoient également qu'elle peut exercer une action de portée politique notamment pour combattre tout gouvernement, administration publique, programme, projet de loi et situation qui nuisent aux intérêts fondamentaux des Québécoises et des Québécois.

Le privé à nos portes

Pour une deuxième année consécutive, la CSN entend faire de sa lutte contre la privatisation du système de santé, une priorité. Le passage de Philippe Couillard vers le privé avec l'absolution complète du gouvernement, l'annonce d'un PPP nouveau genre pour la construction d'un CHSLD en Montérégie dans lequel tout ira au privé y compris les soins, les tractations du CHUM avec des cliniques privées pour leur sous-contracter une partie des services, notamment l'ophtalmologie ; tout cela doit nous inquiéter au plus haut point", a indiqué Claudette Carbonneau.

"Après avoir tout mis en place pour ouvrir un marché privé de la santé au Québec, il est évident que l'ancien ministre Philippe Couillard ne pourra s'abstenir de partager sa profonde connaissance d'un système qu'il a lui-même réformé. Il est inconcevable que le gouvernement ne réagisse pas plus fortement." La présidente de la CSN demande au nouveau ministre de la Santé et au gouvernement d'indiquer leurs véritables intentions. Veulent-ils poursuivre dans la même veine ?

Pour la CSN, le gouvernement Charest doit faire la démonstration que son attachement au système de santé public n'est pas qu'une façade pour gagner des élections, mais qu'il est bien réel et doit se transformer en politiques publiques de

protection, de consolidation et de développement du réseau public.

Revoir le régime de négociation du secteur public

En plus de la poursuite de la campagne sur la santé, la CSN se fixe d'autres priorités. La révision du régime de négociation dans le secteur public est de ce nombre.

Depuis le milieu des années 1980, les salarié-es du secteur public québécois sont sous le coup d'un chapitre d'exception du Code du travail qui met passablement à mal leur droit de négocier. Non-négociabilité des salaires, approche rigide et abusive en matière de services essentiels, négation du droit de grève et aucun mécanisme pour résoudre les impasses sont au nombre des multiples reproches que le mouvement syndical québécois a toujours adressé à la loi 37.

"Nous avons répondu positivement à l'appel de Mme Jérôme-Forget, présidente du Conseil du trésor. Voilà pourquoi nous mettrons tous les efforts requis pour réussir cet objectif à l'intérieur d'un calendrier qui, à notre demande, n'entache pas la reprise des négociations pour nous sortir des décrets qui nous ont été imposés jusqu'en mars 2010. On ne souhaitera pas prêter flanc à une prolongation des décrets. Cette échéance fixée à décembre 2008 est serrée, mais demeure tout à fait réaliste si la bonne volonté est au rendez-vous", de poursuivre la présidente de la CSN.

La mise en route des résolutions du 62e Congrès de la CSN concernant la lutte à la discrimination en fonction des statuts d'emploi, la définition d'un cadre pour les agences de placement et la mise en oeuvre de mesures de conciliation famille-travail dans les milieux de travail seront également des chantiers prioritaires en 2008-2009.

La CSN compte actuellement 9 conflits de travail qui touchent 1284 membres : 5 lock-out et 4 grèves. Elle représente au total plus de 300 000 travailleuses et travailleurs provenant des secteurs privé et public.

Renseignements: Michelle Filteau, directrice du Service des communications de la CSN, cellulaire: (514) 894-1326

CNW, 17 septembre 2008 - "Nous avons l'intention de nous impliquer dans cette élection qui est déterminante pour les travailleurs et les travailleuses que nous représentons" - Gilles Chapadeau, conseiller régional FTQ

Les travailleurs et travailleuses que nous représentons se doivent d'être informés des enjeux que représente cette campagne électorale, c'est pourquoi nous serons présents sur le terrain tout au long de la campagne électorale; nous avons des questions à poser aux candidats et plus particulièrement aux candidats conservateurs.

"Ceux qui ont choisi de représenter le parti conservateur devront faire face à la musique et répondre aux questions, entre autres Jean-Maurice Matte (candidat conservateur Abitibi-Baie-James-Nunavik-Eeyou) devra nous dire pourquoi, alors qu'il était président de la CRÉ, il est resté silencieux lorsque le gouvernement conservateur dans son dernier budget n'a rien fait pour venir en aide aux travailleurs et aux communautés de la région durement touchés par la crise forestière; maintenant nous savons que cachait ce silence", fait valoir Gilles Chapadeau, conseiller régional FTQ de la région de l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec.

Choisir nos représentants c'est aussi choisir un parti politique et ses valeurs

En temps d'élections nous nous devons de nous interroger sur les valeurs des différents partis politiques; il est de notre devoir de faire ressortir le vrai visage des conservateurs de façon à permettre à nos membres de faire un choix bien éclairé.

Parlons de valeurs

- Sommes-nous en faveur de la guerre en Afghanistan?
- Sommes-nous en faveur d'aider les riches pétrolières de l'Alberta et de laisser dans la misère nos communautés régionales et les travailleurs?
- Sommes-nous en faveur de remettre en cause le droit à l'avortement?
- Sommes-nous en faveur de déréglementer Poste Canada?
- Sommes-nous en faveur de la politique conservatrice en ce qui concerne la caisse de l'assurance emploi?
- Sommes-nous en faveur de la politique conservatrice en matière d'environnement?

La FTQ est la plus grande centrale syndicale québécoise avec plus de un demi-million de membres.

Contact: Gilles Chapadeau, (819) 279-7828; Source : FTQ Abitibi-Témiscamingue et Nord du Québec

Marketwire, 16 sept. 2008 - Jack Layton annonce un plan pour assurer que

les travailleurs auront accès à la formation

Aujourd'hui, le chef du NPD, Jack Layton, a attaqué Stephen Harper en affirmant que le Premier ministre "n'est pas le chef qu'il nous faut sur la question des emplois."

Jack Layton a mentionné les décennies de négligence par Stephen Harper et ses prédécesseurs quant à la question de la formation pour les travailleurs adultes.

Le chef du NPD a annoncé un plan pour traiter directement de la pénurie de main-d'oeuvre qui a déjà des répercussions sur deux-tiers des employeurs canadiens.

Jack Layton a affirmé que le NPD consacrera 100 millions \$ par année à l'élargissement du crédit d'impôt pour la formation et l'apprentissage.

La proposition:

- Offrira aux employeurs un meilleur stimulant les incitant à faire ce qu'il se doit, à savoir investir dans la formation.
- Réformera l'assurance-emploi de sorte que ce soit plus facile pour les travailleurs d'accéder à des programmes de formation à temps plein et partiel.
- Collaborera avec les provinces et les territoires afin de développer des meilleures façons de reconnaître les compétences acquises au préalable, y compris pour les travailleurs étrangers et les nouveaux immigrants.

"Vous méritez un premier ministre qui fera des emplois une priorité pour les travailleurs de ce pays," a déclaré Jack Layton. "Un premier ministre qui mettra votre famille et vous au premier plan."

CNW, 16 septembre 2008 - La Chambre de commerce du Canada énonce les priorités des entreprises pour les élections fédérales et incite tous les partis fédéraux à définir leurs positions

Aujourd'hui, la Chambre de commerce du Canada a demandé instamment aux partis politiques fédéraux d'adopter des politiques destinées à accroître la compétitivité du Canada et à stimuler la croissance économique à long terme.

Le questionnaire sur les élections de 2008 publié par la Chambre de commerce du

Canada clarifiera les positions des partis sur des questions d'affaires clés.

En préparation à son congrès annuel, qui se tiendra à Québec du 4 au 6 octobre, la Chambre a envoyé un questionnaire sur les questions d'affaires à tous les partis politiques fédéraux et publiera son analyse des positions des partis avant le jour des élections.

"Nous voulons un gouvernement qui appuiera la création de richesses et d'emplois en vue d'améliorer le niveau de vie des Canadiens", a déclaré John Peller, président du conseil d'administration de la Chambre de commerce du Canada. "Nos membres veulent que les partis et les candidats reconnaissent qu'il faut accroître la compétitivité du Canada, renforcer notre commerce international et attirer l'investissement et la main-d'oeuvre qualifiée au pays."

La Chambre de commerce du Canada réclame l'engagement des partis fédéraux à l'égard de ce qui suit :

- Politiques fiscales prudentes - impôts concurrentiels, dette nationale moins élevée et dépenses efficaces.
- Relations canado-américaines améliorées - infrastructure frontalière moderne, plan d'urgence en cas de perturbation à la frontière, coopération en matière de réglementation et améliorations majeures à l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental.
- Commerce et investissement renforcés - conclure des accords visant à libérer les échanges commerciaux et les investissements internationaux et éliminer les obstacles au commerce intérieur.
- Politiques énergétiques et environnementales solides - appuyer l'approche fondée sur le marché à l'égard de l'énergie, formuler des normes d'efficacité énergétique non axées sur la technologie et mettre en oeuvre un cadre équilibré et efficace pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.
- Compétitivité et innovation - mettre en oeuvre des règlements intelligents, améliorer le contexte de la recherche-développement, lutter contre les produits contrefaits et protéger la propriété intellectuelle.
- Création d'une main-d'oeuvre pour le 21e siècle - accroître la participation au marché du travail des immigrants et des travailleurs plus âgés, établir graduellement un système de cotisation d'assurance-emploi fondé sur l'expérience de l'employeur.
- Infrastructure et transports améliorés - créer des règles du jeu équitables pour tous les modes de transport, promouvoir les portes d'entrée du Canada et accroître les partenariats secteur public-secteur privé pour répondre aux besoins d'infrastructure.

"Nous examinerons les politiques de chaque parti à la lumière des priorités de la

Chambre de commerce du Canada", a ajouté Perrin Beatty, président et chef de la direction de la Chambre de commerce du Canada. "Il importe que tous les partis reconnaissent que les entreprises, les investisseurs et les Canadiens veulent savoir avec certitude quelles politiques économiques ils envisagent pour le Canada et s'ils réaliseront leurs promesses."

La Chambre de commerce du Canada exercera des pressions pour obtenir la maîtrise des dépenses de programmes et des réductions de l'impôt des particuliers et des sociétés. Les taux d'imposition des sociétés moins élevés stimulent l'activité économique, en créant les emplois et les richesses qui financent les programmes sociaux.

Outre son questionnaire sur les questions électorales, la Chambre de commerce du Canada publiera un énoncé de politique détaillé intitulé Plan d'action pour un Canada concurrentiel.

Renseignements: Katie Anderson, (613) 238-4000, poste 231, (613) 797-1860